REFLÉTER LA PERSPECTIVE MINORITAIRE OU EXPLIQUER LE POINT DE VUE MAJORITAIRE ?

Le rôle des médias anglophones de Montréal lors de la Révolution tranquille

RÉSUMÉ

Les journaux de langue anglaise au Québec sont parfois accusés de refléter l'opinion de leur lectorat plutôt que d'aider la minorité anglophone à comprendre les préoccupations et la vision de la population majoritaire au Québec. Alternativement, nous pourrions affirmer que les médias de langues minoritaires jouent un rôle crucial pour aider la majorité à comprendre le point de vue de ces minorités. De telles questions invitent une discussion sur le rôle et la responsabilité des médias. Pour éclairer ces questions, l'auteur examine les positions tenues par les journaux de langue anglaise durant la période de la Révolution tranquille des années 1960.

JACK JEDWAB est le directeur général de l'Association d'études canadiennes.

Suite à l'élection provinciale du Québec de 1966, le chef de l'Union nationale (UN), Daniel Johnson, déclara que son parti était retourné au pouvoir en dépit des votes « anglophones » et « juifs ». Le Premier ministre observa que le rejet écrasant de l'UN par l'électorat anglophone cachait l'ampleur réelle de la « majorité » de son parti auprès de la majorité francophone de la province. Johnson suggéra que son impopularité auprès des anglophones pouvait être remédiée en créant un nouveau journal à Montréal. Ironiquement, une telle déclaration d'un dirigeant de l'UN ne prenait pas compte que les principaux quotidiens de langue anglaise de Montréal – *The Gazette* et le *Star* – accordaient un soutien sans équivoque pour les prédécesseurs de Johnson à la tête de l'UN. Avant 1960, la majorité des anglophones ignorait les conseils de ces quotidiens. En effet, au cours de presque toute la période de 1939-1966, le fait qu'on décrivait Montréal comme une « forteresse libérale » était attribuable au vote anglophone.

La mort de Maurice Duplessis en septembre 1959 marqua la fin d'une époque dans la politique québécoise. Après son décès, les quotidiens *The Gazette* et *The Montreal Star* demeuraient sympathiques à l'Union nationale et encourageaient fortement les électeurs à donner à son chef, M. Barrette, la chance de poursuivre son programme de collaboration avec le gouvernement fédéral. Les quotidiens *The Gazette* et *Star* reçurent plusieurs lettres de protestation en réaction à leur soutien pour M. Barrette. Pour la première fois dans l'histoire de la province, Jean Lesage menait au pouvoir un parti politique soutenu principalement par les électeurs urbain. Comme la plupart des mouvements politiques québécois, le Parti libéral contenait un élément nationaliste qui priorisait les intérêts de la majorité francophone. Mais, en reflétant également les aspirations de la classe moyenne urbaine, le nationalisme du régime Lesage ne dissuadait pas de nombreux électeurs anglophones de Montréal.

En juin 1960, les Libéraux gagnèrent les élections provinciales avec une majorité de six sièges. Le Parti libéral accrût son soutien populaire dans toutes les régions de la province. L'électorat anglophone appuyait majoritairement le nouveau gouvernement, alors que la presse quotidienne anglaise soutenait la défaite de l'UN. Étant donné la mince marge de cette victoire, le quotidien *The Gazette* était convaincu

qu'une autre élection serait bientôt tenue. Le quotidien encourageait Lesage à la prudence s'il ne tenait pas ses engagements.

Paradoxalement, les journalistes Dominique Clift et Sheila Arnopolous maintenaient que, lors de la période de 1960-1980, les medias Anglo-montréalais avaient perdu leur capacité d'influencer l'opinion des anglophones comme ils l'avaient fait auparavant et se limitaient à refléter le point de vue de leurs lecteurs. Pourtant, entre la période d'après-guerre jusqu'à l'élection du Parti Quebecor en 1976, les quotidiens *The Gazette* et *The Montreal Star* ont soutenu presque sans exception le parti qui était au pouvoir peu importe lequel. Il n'est donc pas surprenant que suite aux élections de 1966, les quotidiens anglophones présentaient une opinion plutôt favorable du Premier ministre Johnson. Même le plus naïf des lecteurs devait avoir de la difficulté à comprendre comment Johnson devint si populaire en si peu de temps.

Les Anglo-montréalais et la Révolution Tranquille

La Révolution tranquille était caractérisée par une intervention accrue de l'État dans de nombreux domaines, notamment dans l'industrie, l'éducation, la santé et les services sociaux, et éventuellement dans l'immigration et la protection de la langue française. Ces interventions satisfaisaient nombreux citoyens qui désiraient que l'État assure une meilleure répartition des biens et services. Contrairement à l'impression de certains, les Anglo-québécois n'opposèrent pas les réformes introduites par le gouvernement Lesage.

Le gouvernement utilisait les élections de 1962 afin de tenir un référendum sur la nationalisation des ressources hydro-électriques. Ce projet, largement inspiré par René Lévesque, était considéré comme une étape symbolique pour rendre la population du Québec « Maîtres chez eux ». Puisque les autres provinces avaient déjà nationalisé leurs industries électriques, les quotidiens anglophones remarquaient qu'on exagérait la portée de cette initiative. Selon les journaux de langue anglaise, ce mouvement était inévitable, peu importe le parti politique qui emportait les élections. Avant les élections de 1962, l'UN avait perdu le soutien des quotidiens *The Gazette* et *Star*. Dans sa réflexion sur les deux années du gouvernement Libéral, le quotidien *Star* remarqua que Lesage avait donné au Québec un large programme de réforme intéressant et qu'il méritait le renouvellement de son mandat. Le quotidien s'avança même à attaquer l'administration UN d'avant 1960 qu'il avait si longtemps soutenue. Le quotidien *The Gazette*, bien que quelque peu prudent dans son endossement, sentait également que les Libéraux méritaient une chance de continuer leur mouvement de modernisation. En offrant leur soutien au Parti libéral, les quotidiens anglophones se rapprochaient des perspectives communes à la plupart des électeurs anglophones montréalais.

En 1962, le gouvernement Lesage retournait au pouvoir avec une majorité accrue. Un contributeur au quotidien *The Gazette*, Maxwell Cohen, référait aux résultats de l'élection de 1962 comme une expression du désir des Québécois pour une société renouvelée. Bien que les Libéraux comptaient la plupart des régions industrialisées du secteur ouest de la province (principalement Montréal et les régions environnantes), l'UN conservait un soutien substantiel dans les régions sous-développées ou économiquement troublées.

Suite aux élections de 1962, le régime Lesage continuait d'augmenter les services gouvernementaux. Les secteurs de l'éducation, de la santé et des services sociaux étaient tous mis sous la tutelle de l'état. Guidé par les recommandations de la Commission royale sur l'éducation (la Commission Parent), un Ministère de l'Éducation fut créé en mars 1964. Cette étape permettait au gouvernement de contrôler les institutions éducationnelles privées et publiques. Un Conseil supérieur, composé de comités catholiques et protestants, fut créé afin d'apaiser les préoccupations cléricales quant à la confessionnalité des écoles. De plus, beaucoup de commissions scolaires furent réorganisées en 55 unités régionales et le droit de vote dans les élections des commissions scolaires, autrefois restreint aux propriétaires, fut élargi pour inclure les parents.

Dans le but de devenir « maître chez eux », il était important pour les Canadiens-français d'accroître leur présence dans les hauts échelons de l'économie québécoise. En élargissant son rôle, le gouvernement québécois risquait d'entrer de plus en plus souvent en confrontation avec l'administration fédérale. À travers ses initiatives, le régime Lesage espérait affirmer son intention de protéger d'abord les inserts du Québec.

Adoptant le slogan « Québec d'abord », l'UN espérait se réaffirmer à titre de premier défenseur des intérêts nationalistes du Québec. Dans la lutte pour ce titre, une nouvelle compétition émergeait au sein des deux partis séparatistes, le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) et le Ralliement National (RN). Dans son livre « Égalité ou indépendance », Daniel Johnson se

distinguait des Libéraux en ne rejetant pas complètement l'option séparatiste. Bien que les propositions du livre fussent vagues, elles acquirent un soutien significatif des groupes nationalistes. En effet, Johnson demanda explicitement un soutien de tous les « indépendantistes » quelque soit leur affiliation.

En plus de la position ambigüe de l'UN sur la question nationale, sa plate-forme contenait des similarités étonnantes avec celle du Parti libéral. Alors que l'UN proposait de faire du français la langue nationale, les Libéraux considérait le français comme la langue prioritaire du Québec. Même les philosophies économiques des deux partis étaient relativement compatibles. Bien que la marche libre était considérée d'une importance capitale, les partis n'écartaient pas l'idée de planifier l'action du gouvernement dans le secteur privé. La principale différence entre les Libéraux et l'UN était que ces derniers juraient de réduire la vitesse et le coût de la réforme.

Plusieurs nouveaux facteurs entrèrent en ligne de compte dans la scène électorale de 1996: la réduction de la limite d'âge pour voter créa un électorat plus large et beaucoup plus jeune; la redistribution des circonscriptions établissant de nouveaux sièges et changeant les frontières des anciennes; et plusieurs nouveaux partis. Ces impondérables ne semblaient pas déranger les Libéraux optimistes. Le Premier ministre Lesage était convaincu qu'il formerait le prochain gouvernement. Cependant, le Parti libéral sous-estimait la force et la capacité de l'UN. Plutôt que d'essayer d'obtenir le plus grand nombre de votes, la stratégie de Daniel Johnson était de gagner les élections, compte par compte. Les villes se virent accordé plus d'attention, étant donné que douze des treize circonscriptions nouvellement créées étaient situées dans des zones urbaines. Néanmoins, l'UN n'avait pas l'intention de gaspiller ses efforts sur les électeurs anglophones de Montréal.

En 1966, l'éducation continua d'être la plus importante question politique pour les anglophones. Les rapports finaux de la Commission Parent faisaient des recommandations que les commissionnaires eux-mêmes jugeaient « radicales et révolutionnaires ». La plupart des anglophones étaient en accord avec le fait que des changements majeurs dans le système éducatif étaient nécessaires. Mais plusieurs Anglo-protestants craignaient certains des aspects les plus controversés du rapport. Ils étaient particulièrement préoccupés par la proposition d'établir « une commission scolaire régionale unique pour administrer toutes les éducations – catholique romaine, protestante ou non-confessionnelle – en français ou en anglais selon la région ». Si ceci entrait en vigueur, on craignait que plusieurs écoles protestantes tomberaient dans les mains de Catholiques. Le quotidien *The Gazette* considérait que bien qu'il était important de réduire les barrières, il était essentiel de maintenir quelques traditions. L'association québécoise des commissions scolaires protestantes (AQCSP) argumentèrent qu'un tel changement mettrait en péril la préservation de la tradition scolaire protestante.

Les inquiétudes de la AQCSP n'étaient pas partagées par tous les anglophones. Louangeant pourtant « l'esprit démocratique » du Rapport Parent, le Comité pour les écoles neutres considérait que la Commission était allée trop loin. Plusieurs de ses recommandations souffraient toujours du besoin de maintenir des divisions confessionnelles. Le Comité argumentait que le système scolaire protestant était très près d'un système scolaire public neutre. Le quotidien montréalais *The Star* croyait que plusieurs Protestants réagissaient trop négativement au Rapport Parent. Le quotidien conclu que:

> (...) personne n'a le droit de demander un système de classe au sein de la structure éducationnelle, et c'est ce que cette province a obtenu. Les inégalités des opportunités éducationnelles ont créées trop d'enfants d'âge scolaire de deuxième classe avec peu d'espoir pour un avenir professionnel ou vocationnel réussi.

Le quotidien *The Gazette* était aussi préoccupé par le fait que les partis politiques n'offraient que peu d'assurances pour l'avenir de la minorité anglophone du Québec. Il insistait que cette minorité ne pouvait être définie par des frontières strictement provinciales. De plus, les insécurités de ce groupe affectaient le climat des investissements au Québec. Si la proposition de faire du français la langue principale était poussée trop loin, le quotidien *The Gazette* croyait que des problèmes additionnels seraient créés relativement à la confiance des investisseurs. Quelques anglophones avaient une perspective différente quant à la question linguistique. Le représentant libéral pour la circonscription de NDG, Eric Kierans, affirma qu'il y avait beaucoup plus que les Canadiens-Anglais pouvaient faire afin de reconnaître l'égalité de la langue française. Concerné par l'amélioration des relations entre les deux groupes linguistiques principaux, le quotidien montréalais *Star* encourageait fortement un bilinguisme étendu.

Le quotidien *Star* nota que la plupart des anglophones sentaient qu'ils étaient sans influence face aux mesures éducatives considérées par le gouvernement.

À la plus grande consternation de plusieurs analystes politiques, le 5 juin 1966 l'Union nationale de Daniel Johnson a battu le Parti libéral. Trois facteurs importants semblèrent contribuer à ce résultat. Premièrement, la trop grande confiance des Libéraux en une victoire déjà acquise. Deuxièmement, le fait que les avantages de la réforme libérale nécessiteraient quelques années de plus pour prendre toute leur ampleur. En effet, plusieurs personnes (surtout dans les secteurs ruraux), considéraient que le coût de la Révolution tranquille dépassait ses bénéfices. Finalement, la tentative inadéquate de la redistribution électorale laissait toujours la prédominance des régions rurales intacte. En fait, Jean Lesage affirma que la redistribution était incomplète.

Lorsqu'on lui demanda d'expliquer pourquoi les Libéraux étaient un échec total auprès des francophones ruraux et extrêmement populaires auprès des anglophones, René Lévesque remarqua qu'il « était évident que les anglophones comprenaient mieux le programme libéral ».

Le nouveau Premier ministre admit que son parti aurait pu mieux travailler afin de rejoindre les électeurs anglophones. Néanmoins, il blâma les quotidiens anglophones de Montréal pour son incapacité d'attirer ces électeurs. Répondant à cette accusation, le quotidien *Star* argumenta que la complicité de M. Johnson avec ceux qu'il décrivait comme étant les nationalistes extrémistes créa un malaise chez la minorité anglophone. Bien que cette minorité était composée de personnes de différentes idéologies, elle était unie par un attachement au Canada.

Un regard sur cette épisode de l'histoire du Québec et sur les positions adoptées par les médias de langue anglaise durant cette période suggère qu'il est préférable pour un journal d'exprimer le point de vue de son lectorat tout en invitant plusieurs perspectives reflétant les divers opinions au niveau de la province sur une variété de questions. Nous ne pouvons pas assumer que ni la population minoritaire de langue anglaise ni la population majoritaire de langue française ne sont caractérisées par une diversité interne. Cette gamme d'opinions mérite en fait une attention. Pendant l'ère de Duplessis durant la période de l'après-guerre, les journaux de langue anglaise supportaient généralement le régime actuel, ce qui mena les analystes de politique québécoise à dire que l'Union nationale bénéficiait du support du leadership anglophone de Montréal. Informer les lecteurs concernant les côtés multiples de la politique au Québec ne devrait pas nuire au besoin d'exprimer les points de vue de la communauté minoritaire dans un esprit de respect mutuel.